



3 QUESTIONS À JACQUES SIMONET



T. JOCKMANS

Président du groupe MR au Parlement bruxellois

Le MR vient de présenter un Cahier du centre Jean Gol intitulé “L’Economie bruxelloise en question”. A travers celui-ci, quel regard posez-vous sur la situation économique de la capitale ?

Nous avons dressé un diagnostic des forces et des faiblesses de l'économie bruxelloise. Notre conclusion est simple: le gouvernement bruxellois fait preuve d'une capacité d'inertie ahurissante depuis 18 mois. Il se contente de ressasser des constats notoires. Certes, la Région bruxelloise est riche. Mais cette situation est paradoxale, car ce n'est pas le Bruxellois qui bénéficie de l'emploi à Bruxelles, où le chômage atteint les 22 pc. Nous flirtons avec le taux des sous-régions du Hainaut! Il est donc évident que le gouvernement actuel n'est pas à l'écoute des acteurs privés, les véritables créateurs de richesse. Ces entreprises restent dans l'attente de l'abaissement de rigidités administratives (environnementales, urbanistiques). Aujourd'hui, le carcan réglementaire et la bureaucratie excessive au niveau régional ne cessent d'engendrer le départ des entreprises.

Quelles sont les solutions préconisées par le MR ?

C'est une erreur de considérer que la Région bruxelloise est en mesure de se développer seule. Il convient de favoriser des synergies entre la Région wallonne, flamande, la Communauté française et la

Région bruxelloise. Il faut avancer vers une stratégie concertée et réagir avant que la Région ne se vide complètement de ses entreprises. En dépit de la bonne volonté incontestable du ministre régional de l'Economie, monsieur Benoît Cerexhe (CDH), il ne pourra réussir le pari de créer des emplois qu'en cassant certaines idées fixes de son partenaire socialiste: emplois précarisés, plan Rosetta et autres ACS (NdlR: agents contractuels subventionnés). Ce n'est pas comme ça qu'on arrivera à créer de l'emploi durable. Pour nous, il conviendrait d'écouter les demandes du monde de l'entreprise et prospecter dans les secteurs de l'information et de la communication de façon à attirer de nouveaux créateurs d'emplois.

Considérez-vous, par cet “état de l'économie bruxelloise”, que le MR se positionne en rupture par rapport à sa politique économique entamée lors de la législature précédente ?

A l'époque, nous n'avons pas été assez pugnaces à l'égard du partenaire socialiste. L'accord de majorité, négocié en 1999, a autorisé les socialistes à mener une politique de “sous-emploi”, de postes précarisés. C'est notre principale erreur. Cela nous a empêchés d'offrir de réelles perspectives aux jeunes. Aujourd'hui, le schéma se reproduit: malgré toutes les bonnes intentions de M. Cerexhe, je doute, en effet, que le partenaire socialiste lui laisse les latitudes souhaitées. (N.A.)